

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

11 janvier 2006

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à la lutte contre les violences
conjugales et familiales**

(déposée par Mme Joëlle Milquet)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

11 januari 2006

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de bestrijding van
huiselijk geweld**

(ingediend door mevrouw Joëlle Milquet)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Séance plénière</i>
<i>COM :</i>	<i>Réunion de commission</i>
<i>MOT :</i>	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

<i>DOC 51 0000/000 :</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA :</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene koft)</i>
<i>CRABV :</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kft)</i>
<i>CRIV :</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kft; COM: zalmkleurige kft)</i>
<i>PLEN :</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM :</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT :</i>	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La reconnaissance de l'existence d'une violence à caractère sexué, c'est-à-dire d'une violence qui s'exerce ou se subit en fonction de l'appartenance à un sexe, a considérablement progressé aux cours des dernières décennies, sous l'effet de plusieurs dynamiques : avancées du féminisme, avancées de la conception universaliste des droits humains, actions d'ONG, études scientifiques, sensibilisation des pouvoirs publics, travaux des institutions internationales,...

À cet égard, le lien entre le statut inégal réservé aux femmes et la violence à leur encontre a été, pour la première fois, mis en évidence lors de la Conférence mondiale consacrée à la situation des femmes en 1975 à Mexico city. La première Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1979. La violence conjugale s'inscrit parfaitement dans ce cadre étant donné qu'il s'agit d'une violence qui heurte le principe d'égalité des femmes et des hommes parce que ce sont essentiellement des femmes qui la subissent (98% de femmes contre 2% d'hommes).

En 1995, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée à Pékin, a adopté une plateforme d'actions identifiant la lutte contre la violence à l'égard des femmes comme un des douze domaines d'actions stratégiques où des actions doivent être prises par les gouvernements, la société civile (ONG et partenaires sociaux) et par les organisations internationales et régionales. Les engagements pris au cours de cette conférence ont fait l'objet d'une évaluation au cours d'une session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies, intitulée «Les femmes en l'an 2000 : égalité des sexes ; développement et paix pour le XXI^e siècle», qui s'est déroulée à New York du 5 au 10 juin 2000.

Au cours de cette conférence, la Belgique a répété l'importance qu'elle accorde à la ratification de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et à son protocole facultatif additionnel.

À cet égard, il est important de préciser que la Belgique s'est engagée à considérer comme prioritaire la lutte contre la violence domestique, contre le viol marital et à mettre en œuvre des actions visant à éliminer la vio-

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het bestaan van gendergerelateerd geweld, dat wil zeggen van geweld dat men pleegt of ondergaat als gevolg van het behoren tot een bepaald geslacht, is in de loop van de jongste decennia almaar meer erkend onder de invloed van verschillende factoren: de vooruitgang van het feminisme, de vooruitgang van de opvatting dat de mensenrechten universeel zijn, acties van ngo's, wetenschappelijk onderzoek, een bewustmaking van de overheid, werkzaamheden van internationale instellingen enzovoort.

In dat opzicht werd het verband tussen de ongelijke status van de vrouwen en jegens hen gepleegd geweld voor het eerst voor het voetlicht gebracht tijdens de Wereldconferentie van 1975 in Mexico City die aan de situatie van de vrouwen was gewijd. De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties heeft in december 1979 het eerste verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen goedgekeurd. Huiselijk geweld past perfect in dat kader, aangezien het gaat om een geweldsvorm die in strijd is met het principe van de gendergelijkheid omdat vooral de vrouwen er slachtoffer van zijn (98% vrouwen tegen 2% mannen).

In 1995 heeft de in Peking gehouden vierde VN-Wereldvrouwenconferentie de strijd tegen op vrouwen gepleegd geweld onderkend als één van de twaalf strategische actiedomeinen waarin de regeringen, het maatschappelijk middenveld (ngo's en sociale partners) en de internationale en regionale instellingen acties moeten ondernemen. De tijdens die conferentie aangegane verbintenissen werden geëvalueerd tijdens een van 5 tot 10 juni 2000 te New York gehouden bijzondere zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, over het thema «Vrouwen 2000: gendergelijkheid, ontwikkeling en vrede voor de éenentwintigste eeuw».

Tijdens die conferentie heeft België andermaal beklemtoond dat ons land veel belang hecht aan de ratificatie van het verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, alsook van het facultatief protocol bij dat verdrag.

In dat verband moet worden gepreciseerd dat België er zich toe verbonden heeft de strijd tegen huiselijk geweld en verkrachting door de echtgenoot als prioritair aan te merken, en acties op het getouw te zetten die

lence à l'égard des femmes. Ce même document final rappelle également «l'intérêt d'élaborer et d'appliquer à tous les niveaux appropriés des plans d'action visant à éliminer la violence à l'égard des femmes».

Partant de cet engagement, deux voies doivent être empruntées. D'une part, il faut agir sur les causes profondes qui permettent ce phénomène. La reproduction du clivage entre les deux sexes s'appuie sur un ensemble complexe de facteurs sociaux, économiques et culturels. Il faut casser les stéréotypes sur les rôles sexuels car c'est en commençant par ce biais que l'on peut tout d'abord prévenir la violence conjugale. D'autre part, et c'est ici le propos de cette résolution, la violence conjugale est un phénomène précis qui appelle des réponses précises.

Pour avoir des indicateurs de tendance au niveau belge, il faut se référer à des études scientifiques établies ponctuellement, et la plus récente est celle menée en 1998, sous la direction du Professeur Bruynooghe, du Centre Universitaire du Limbourg. Cette étude confirme que l'essentiel de la violence vécue par les femmes est intra-familiale : 68,1% des femmes interviewées ont déclaré avoir connu la violence physique ou sexuelle. Dans 76% des cas, la violence physique dont les femmes font état est intra-familiale, et dans 28% des cas, elle est attribuée au partenaire. Le pourcentage de femmes se déclarant victimes de violence physique ou sexuelle grave de la part du partenaire est de 13,4%. En outre, le Professeur Bruynooghe confirmait également la présence de violence conjugale dans tous les milieux sociaux mais soulignait toutefois la précarité comme facteur de risque principal.

En Europe, on admet aujourd'hui que la première cause de mort et d'invalidité des femmes âgées de 15 à 44 ans est la violence conjugale, alors que pourtant seul un cas sur vingt est signalé aux autorités compétentes. De nombreuses campagnes de sensibilisation et d'information, dont celle d'Amnesty International, nous rappellent régulièrement qu'une femme sur cinq a été, au moins une fois dans sa vie, victime de violence de son mari ou compagnon.

Le droit consacre le respect de l'intégrité de la personne et de ce fait, la violence au sein du couple est réprimée pénalement. Cependant, le fait que ces infractions se déroulent au sein de la famille constitue une problématique particulière et requiert donc une approche multidisciplinaire (politique judiciaire, sociale, de santé publique, etc).

ertoe strekken geweld ten aanzien van vrouwen te bannen. Hetzelfde slotdocument wijst tevens op « *l'intérêt d'élaborer et d'appliquer à tous les niveaux appropriés des plans d'action visant à éliminer la violence à l'égard des femmes* ».

Vanuit dat engagement moet men twee wegen bewandelen. Eerst en vooral moet men inwerken op de diepere oorzaken van het verschijnsel. De manier waarop de kloof tussen de beide geslachten wordt voorgesteld, stoelt op een ingewikkeld geheel van sociale, economische en culturele factoren. Het overboord gooien van de stereotiepe beelden van de genderrollen vormt de aanzet tot het voorkomen van partnergeweld. Voorts is partnergeweld een specifiek verschijnsel, dat een specifieke aanpak vergt. Zulks is de bedoeling van dit voorstel van resolutie.

Om te weten wat de tendensen zijn in België, moet men zich beroepen op gerichte wetenschappelijke onderzoeken, waarvan dat van 1998, onder leiding van professor Bruynooghe van het Limburgs Universitair Centrum, het meest recente is. Dat onderzoek bevestigt dat de vrouwen vooral binnen het gezin het slachtoffer zijn van geweld: 68,1% van de ondervraagde vrouwen heeft verklaard het slachtoffer te zijn geweest van fysiek of seksueel geweld. In 76% van de gevallen heeft het fysiek geweld plaatsgehad binnen het gezin, en in 28% van de gevallen is de geweldpleger de partner. 13,4% van de vrouwen verklaart het slachtoffer te zijn van ernstig fysiek of seksueel geweld vanwege hun partner. Bovendien heeft professor Bruynooghe ook bevestigd dat in alle sociale lagen huiselijk geweld wordt gepleegd, maar zij heeft er evenwel op gewezen dat bestaansonzekerheid de voornaamste risicofactor is.

In Europa geeft men thans toe dat partnergeweld voor vrouwen van 15 tot 44 jaar de voornaamste doodsoorzaak en invaliditeitsoorzaak vormt, hoewel dat geweld in slechts één op twintig gevallen aan de bevoegde overheden wordt gemeld. Tal van sensibiliserings- en voorlichtingscampagnes, zoals die van Amnesty International, wijzen er geregeld op dat één op vijf vrouwen minstens één maal in haar leven het slachtoffer is geweest van geweldpleging door haar echtgenoot of partner.

De eerbiediging van de fysieke en psychische integriteit van de persoon is verankerd in het recht, waardoor geweld binnen het koppel strafrechtelijk strafbaar is. Dat die strafbare feiten binnen het gezin worden gepleegd, maakt dat vraagstuk echter bijzonder, en vereist derhalve een multidisciplinaire aanpak (justitieel beleid, sociaal beleid, volksgezondheid enzovoort).

La violence conjugale est un phénomène important, qui témoigne de manière symptomatique de ce que la violence à l'égard des femmes résulte du statut inférieur qui leur est encore trop souvent réservé et de la persistance de schémas socioculturels sexistes. Cette violence est d'autant plus forte que l'isolement de la victime est grand. Elle a des effets sur la santé des femmes et des enfants. Les enfants sont également à considérer comme des victimes, même si la violence n'est pas dirigée contre eux directement.

La violence est donc définie comme «*toute utilisation de la force, qu'elle soit verbale ou physique, toute contrainte ou privation dangereuse pour la santé s'exerçant à l'égard d'une femme ou d'une fille, qui entraîne un préjudice physique ou psychologique, humilie ou entraîne une privation arbitraire de liberté et perpétue la subordination féminine.*»¹.

La violence conjugale est donc un phénomène précis qui appelle des réponses urgentes, telles que la création d'un Observatoire belge des violences conjugales et familiales.

L'auteur de la présente proposition de résolution a d'ailleurs déposé une proposition de loi en ce sens le 3 juin 2004 (doc. 51-1188).

La lutte contre les violences conjugales et familiales appelle la mise en œuvre conjuguée d'un ensemble de mesures, dont la présente proposition a pour objet de demander la préparation et leur exécution au gouvernement fédéral, dans le cadre d'une conférence interministérielle réunissant l'ensemble des départements concernés.

Ces mesures devraient avoir pour objet:

1. La Mise en place de formations spécifiques des corps policier et médical, ainsi que la création de formulaires-types en cas de violence

Il est primordial que les services de police puissent être formés à la problématique et qu'on leur enseigne quelle attitude adopter quand ils sont confrontés «*en première ligne*» à la violence – analyse rapide de la gravité des faits, évaluation des risques de récurrence, mesures de protection urgentes, suivi de la plainte. De même, des formations équivalentes doivent être dispensées aux

¹ Définition avancée dans la brochure «Violences dans les relations amoureuses» éditée par la Communauté française en 2002.

Huiselijk geweld is een belangrijk verschijnsel, dat op symptomatische wijze aantoont dat geweld tegen vrouwen voortvloeit uit de lagere status die ze nog al te vaak krijgen, en uit het voortbestaan van seksistische sociaal-culturele rolpatronen. Die vorm van geweld heeft des te grotere consequenties omdat het slachtoffer er alleen voor staat. Hij heeft gevolgen voor de gezondheid van de vrouwen en van de kinderen. Ook de kinderen moeten als slachtoffer worden beschouwd, zelfs als het geweld niet rechtstreeks tegen hen is gericht.

Geweld wordt derhalve omschreven als «*ieder gebruik van zowel verbale als fysieke kracht, iedere dwang of voor de gezondheid gevaarlijke ontzegging ten aanzien van een vrouw of een meisje, welke lichamelijke of psychische schade berokkent, vernedert of een arbitraire vrijheidsberoving met zich brengt en de ondergeschiktheid van de vrouw in stand houdt.*»¹.

Huiselijk geweld is dus een specifiek fenomeen waarvoor dringend oplossingen moeten worden aangereikt, zoals de oprichting van een Waarnemingscentrum voor huiselijk geweld.

De indienster van dit voorstel van resolutie was overigens mede-indienster van een wetsvoorstel (DOC 51 1188/001) dienaangaande, dat op 3 juni 2004 werd ingediend.

Huiselijk geweld moet worden aangepakt door de bundeling van een geheel van maatregelen. Dit voorstel van resolutie verzoekt de werkzaamheden ter voorbereiding van die maatregelen aan te vatten; tevens verzoekt het de federale regering die maatregelen ten uitvoer te leggen in het kader van een interministeriële conferentie met alle betrokken departementen.

Die maatregelen zouden het volgende moeten bewerkstelligen.

1. Organisatie van specifieke opleidingen voor de artsen en de politiediensten – uitwerken van standaardformulieren bij geweldpleging

Het is van wezenlijk belang dat de politiediensten een opleiding terzake krijgen, en dat men de politiemensen aanleert welke houding ze moeten aannemen wanneer ze in de eerste lijn met geweld worden geconfronteerd – snelle analyse van de ernst van de feiten, evaluatie van het risico op recidive, dringende beschermingsmaatregelen, opvolging van de klacht. Voorts moet in

¹ Omschrijving die wordt aangegeven in de brochure «Violences dans les relations amoureuses», uitgegeven door de Franse Gemeenschap in 2002.

membres du parquet, aux assistants de justice,...Notons qu'il est indispensable d'assurer la coordination et l'uniformisation des formations continuées à l'attention des policiers en matière de maîtrise de la violence puisque lesdites formations sont encore influencées par des réglementations différentes.

L'on suggère aussi la création d'un procès-verbal standardisé afin de permettre un recensement plus systématique et une certaine efficacité dans le suivi. Ce P.V. devrait permettre au policier de guider son entretien avec la victime de violences conjugales et familiales. Outre les renseignements généraux concernant la victime et l'auteur, le document reprendrait les questions-clés rencontrées dans ce type de problème (décrire l'événement, les éventuels précédents,...). Un guide de l'entretien pour les policiers serait distribué dans tous les commissariats.

Sur le plan médical, il est proposé de créer des formulaires médicaux «types» - permettant au médecin d'identifier les cas de violence (identification précise des coups ou blessures, état général et psychologique de la patiente,...) et qui pourraient être transférés aux autorités compétentes ou à tout le moins être conservés dans le dossier de leurs patients en vue d'un dépôt de plainte ultérieur et qui pourraient également alimenter les statistiques produites par l'Observatoire - est une piste intéressante.

2. La Prise en charge efficace des victimes et le suivi de leur «dossier»

Avant le passage à la violence physique, il y a presque toujours des violences psychologiques et des menaces. Vivant cette situation, un certain nombre de femmes font la démarche d'aller au commissariat ou chez leur médecin pour demander de l'aide et, bien souvent, elles s'en retournent sans avoir obtenu le soutien escompté. Cette absence de soutien n'est pas le fait d'un manque de volonté des intervenants de première ligne mais le résultat de l'absence de réponses concrètes et efficaces au stade premier du «problème».

Pour ces raisons, diverses pistes d'action peuvent être suivies, telles que le développement et le soutien des centres de prévention. Ceux-ci devraient être plus nombreux et disposer de moyens financiers plus importants en vue de multiplier de nouvelles actions ciblées, telles que la distribution de cartes avec des numéros

gelijkwaardige opleidingen worden voorzien voor het parketpersoneel, de justitieassistenten enzovoort. Op te merken valt dat moet worden toegezien op de coördinatie en de eenvormigheid van de voortgezette politieopleidingen inzake geweldbeheersing, aangezien die opleidingen nog steeds door diverse uiteenlopende reglementeringen worden beïnvloed.

Voorts wordt voorgesteld een standaardproces-verbaal uit te werken; aldus zou de inventarisering systematischer kunnen verlopen, en zou de opvolging enigszins efficiënter worden. De politieagent zou zich bij zijn gesprek met het slachtoffer van huiselijk geweld door dat proces-verbaal kunnen laten leiden. Naast de algemene inlichtingen over het slachtoffer en de dader, zou dat stuk tevens de sleutelgegevens van soortgelijke problemen bevatten (beschrijving van de feiten, eventuele precedenten enzovoort). Ten behoeve van de politiemensen zou in alle commissariaten een leidraad voor slachtoffergesprekken worden rondgedeeld.

Op medisch gebied wordt voorgesteld medische standaardformulieren uit te werken, die de arts in staat zouden stellen gevallen van geweldpleging op te sporen (nauwkeurige beschrijving van de slagen of verwondingen, van de algemene en psychologische toestand van de patiënte enzovoort). Die formulieren zouden vervolgens kunnen worden doorgestuurd naar de bevoegde overheid, of op zijn minst worden bewaard in het patiëntendossier, met het oog op het indienen van een klacht op een later tijdstip. Tevens zou het Waarnemingscentrum zich bij het opstellen van zijn statistieken op die gegevens kunnen baseren.

2. Efficiënte slachtofferopvang en opvolging van het «dossier»

Lichamelijke geweldpleging wordt bijna steeds voorafgegaan door psychologisch geweld en bedreigingen. Een aantal vrouwen die in dat geval verkeren, vindt de moed om naar het commissariaat of naar de huisarts te stappen en daar om hulp te vragen; vaak keren zij met lege handen terug. Dat zij niet gesteund worden, betekent niet dat de eerstelijns hulpverleners hen niet willen helpen; veeleer dient de oorzaak te worden gezocht in het ontbreken van concrete en efficiënte hulpmiddelen in de beginfase van het «knelpunt».

Om zulks te verhelpen, kan men tal van initiatieven nemen, zoals preventiecentra uitbouwen en ondersteunen. Er zouden meer soortgelijke centra moeten komen; tevens zou men hen meer financiële middelen moeten geven, zodat ze meer nieuwe, gerichte acties kunnen ondernemen, zoals het ronddelen van kaartjes met de

d'urgence: hôpitaux, services de police, assistance judiciaire...

Une autre piste d'action est la multiplication des mesures de médiation locale, qui devraient être systématiquement proposées par le médecin ou la police. Cette médiation serait assurée par des assistantes sociales et des criminologues. L'objectif d'une telle médiation est d'une part de réagir rapidement et efficacement dès que l'on constate ou suspecte un cas de violence conjugale et d'autre part, d'assurer un réel suivi du «cas» dès le premier constat de violence.

3. La sensibilisation pour éviter la banalisation

Des actions de prévention anti-violence devraient être organisées dès l'école primaire par le biais d'approches thématiques sur des problématiques telles que l'égalité des sexes, la différence et le respect de soi et d'autrui...

Des campagnes de prévention de type «*tout public*» peuvent aussi être mises en œuvre par la diffusion d'affiches et de dépliants et par la multiplication d'actions plus ciblées auprès des groupes dits «*à risques*». De même, un plan de collaboration avec l'ensemble des médias doit être mis en place pour faire connaître les lois aux victimes et aux auteurs de violences. Afin de changer les mentalités, les auteurs de comportements violents pourraient eux-mêmes être la cible de campagnes les encourageant à s'adresser aux associations spécialisées. Par ailleurs, il y a lieu de préparer et soutenir, lors du lancement de ces campagnes, «grand public», les associations de terrain qui seront les premières à recevoir les demandes d'aide.

Diverses initiatives locales qui existent en matière de lutte contre la violence conjugale méritent d'être encouragées dans leur action (ex: l'initiative lancée par la cellule «Egalité des chances» de la province de Liège afin d'organiser des séances de sensibilisation auprès des médecins, et des formations pour les travailleurs sociaux de la zone de police de Liège, est à cet égard encourageante).

4. L'amélioration de la législation et du suivi judiciaire

Au plan judiciaire, diverses mesures devraient également être étudiées aux fins d'améliorer l'arsenal juridique et de mieux outiller les acteurs du monde judiciaire. Il serait temps, par exemple, de procéder à

numéros de téléphone pour dringende hulpverlening (ziekenhuizen, politiediensten, rechtsbijstand enzovoort).

Een ander actiemiddel is het uitbouwen van de lokale bemiddeling, die systematisch zou moeten worden aangeboden door de arts of door de politie. Als bemiddelaars zouden maatschappelijk assistenten en criminologen optreden. Via een soortgelijke bemiddeling beoogt men eerst en vooral snel en efficiënt op te treden zodra men een geval van partnergeweld vaststelt of vermoedt; voorts staat de bemiddeling garant voor de reële opvolging van het «dossier» zodra het geweld voor het eerst wordt vastgesteld.

3. Sensibilisering ter voorkoming van de banalisering

Acties inzake geweldpreventie in verband met problemen zoals de gendergelijkheid, het anders zijn, het zelfrespect en het respect voor anderen.

Ook preventiecampagnes die een zeer *ruim publiek* aanspreken kunnen worden georganiseerd door affiches en brochures te verspreiden en door veel meer op zogenaamde «*risicogroepen*» gerichte acties op te zetten. Evenzo moet een samenwerkingsplan met alle media worden opgezet om die wetten te doen kennen aan de slachtoffers en aan de geweldplegers. Teneinde tot een mentaliteitswijziging te komen, zouden geweldplegers zelf de doelgroep kunnen zijn van campagnes die hen aansporen zich tot de gespecialiseerde verenigingen te wenden. Voorts is het gepast om, bij de lancering van de campagnes voor het grote publiek, de verenigingen in het veld voor te bereiden en te ondersteunen: zij zullen immers de eerste zijn om vragen tot hulp te ontvangen.

Diverse plaatselijk bestaande initiatieven inzake de bestrijding van het echtelijk geweld, verdienen het in hun actie te worden aangespoord (bijvoorbeeld: het door de cel «Gelijkheid van kansen» van de provincie Luik opgestarte initiatief om sensibiliseringssessies te organiseren bij artsen, en vormingssessies voor de sociale werkers van de politiezone van Luik, is in dat opzicht bemoedigend).

4. Verbetering van de wetgeving en van de gerechtelijke opvang

Op gerechtelijk vlak zouden ook diverse maatregelen moeten worden bestudeerd teneinde het juridisch arsenaal te verbeteren en de actoren van de gerechtelijke wereld beter uit te rusten. Het ware bijvoorbeeld

l'évaluation de la loi du 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple. Si cette loi a précisément été adoptée pour encourager l'intervention des représentants de l'ordre, il faut constater que ceux-ci ne disposent pas des moyens pour intervenir, notamment aux fins d'assurer la sécurité de la victime.

Dans le cadre de la médiation pénale, l'on pourrait développer des mesures dites de probation prétorienne: le magistrat chargé de l'instruction classe le dossier sans suite mais décide du suivi du dossier pour une période de 5 ans et impose ses conditions de suivi – consultations psychologiques, groupes de paroles...

D'autres mesures peuvent encore être envisagées, telles que la désignation de magistrats spécialisés et le développement, dans le cadre des procédures judiciaires, des espaces de médiation qui apportent des solutions adaptées à chaque type de violence. Les mises en liberté sous conditions – obligation de suivre une thérapie, interdiction d'entrer en contact avec la victime ou de résider dans la même commune qu'elle... – peuvent également être envisagées.

5. La mise en place d'un réel suivi social des victimes et des auteurs

De nombreuses victimes de violence sollicitent des mesures concrètes en vue de les protéger d'actes de récidive: information des décisions prises en cours de procédure (congé pénitentiaire, levée de mandat d'arrêt, ...), encadrement systématique lors de l'exercice du droit de visite des enfants, suivi psychologique familial systématique et à charge de l'auteur de la violence...

En ce qui concerne les auteurs, il est important de leur rappeler la loi et de donner un sens à celle-ci en utilisant la sanction pénale. Il faut renforcer le soutien aux associations prenant en charge le suivi des auteurs afin que ces derniers se remettent en question pour accepter leur responsabilité dans le passage à l'acte et qu'ils prennent conscience que la prévention de la récidive est une nécessité. Le développement d'un réseau regroupant les associations agissant au niveau du suivi des auteurs doit être également envisagé.

tijd een evaluatie uit te voeren van de wet van 24 november 1997 strekkende om het geweld tussen partners tegen te gaan. Ook al werd die wet precies aangenomen om de interventie van de ordehandhavers aan te moedigen, kan men niet om de vaststelling heen dat die niet over de middelen beschikken om te interveniëren, inzonderheid om de veiligheid van het slachtoffer te waarborgen.

In het raam van de strafbemiddeling, zou men maatregelen inzake zogenaamde pretoriaanse probatie kunnen uitwerken: de met het onderzoek belaste magistraat, seponiert het dossier maar beslist zelf over de follow-up ervan voor een periode van 5 jaar en legt zijn voorwaarden voor die opvolging op – psychologische raadplegingen, praatgroepen, ...

Nog andere maatregelen kunnen worden overwogen, zoals de aanstelling van gespecialiseerde magistraten en de uitbouw, in het raam van de gerechtelijke procedures, van de bemiddelingscentra die oplossingen aanreiken die aangepast zijn aan elk type geweld. De voorwaardelijke invrijheidstellingen – verplichting een therapie te volgen, verbod om in contact te treden met het slachtoffer of in dezelfde gemeente te wonen – kunnen ook worden overwogen.

5. Het opzetten van een werkelijke sociale opvolging van slachtoffers en daders

Tal van geweldsslachtoffers vragen concrete maatregelen teneinde hen te beschermen tegen recidive: informatie over de beslissingen die tijdens het geding zijn genomen (penitentiair verlof, opheffing van een aanhoudingsbevel, ...), systematische begeleiding bij de uitoefening van het bezoekrecht van de kinderen, systematische psychologische opvolging van het gezin en ten laste van de geweldspleger ...

Wat de daders betreft, is het belangrijk hun de wet in herinnering te brengen en daaraan een zin te geven door de strafsancie aan te wenden. Men moet meer steun verlenen aan de verenigingen die de opvolging van de daders op zich nemen, zodat laatstgenoemden zichzelf in vraag gaan stellen en hun aansprakelijkheid aanvaarden wanneer zij overgaan tot daden en zodat zij zich er terdege van bewust worden dat preventie van hervaledgedrag een noodzaak is. Ook de ontwikkeling van een netwerk, waartoe de verenigingen behoren die zich bezighouden met de opvolging van de daders, moet in overweging worden genomen.

6. Le soutien aux services d'accueil et d'aide

Les services d'accueil et d'aide sont des institutions qui sont actuellement «gérées» par le niveau communautaire mais des synergies avec les politiques menées au niveau fédéral doivent être initiées ou renforcées, notamment en ce qui concerne le soutien financier aux acteurs de terrain. Actuellement, seuls les programmes pour public judiciairisé reçoivent des subsides du ministère de la justice, or il faut absolument permettre à ces intervenants de s'ouvrir à un public plus large. En outre, les subsides du ministère de la justice sont octroyés selon des conventions annuelles et ont connu récemment des baisses assez importantes (de 5 à 6,5% en moyenne). Il est donc primordial d'attribuer à ces associations des moyens suffisants qui leur permettraient de pérenniser leurs actions.

La présente proposition de résolution s'inscrit dans le cadre de l'ensemble des mesures préventives, administratives et juridiques déjà adoptées en matière de lutte contre les violences conjugales et familiales, que ce soit au niveau fédéral ou communautaire.

Sensibiliser tous les publics contre ce phénomène terrifiant, lutter inlassablement contre celui-ci et enfin, soutenir les associations dans leur travail au quotidien, tels sont quelques uns des objectifs de cette résolution.

Cette proposition de résolution est plus qu'un relevé pratique d'actions souhaitables à entreprendre par le Parlement fédéral, elle traduit des engagements concrets qui doivent être pris rapidement à l'égard de toutes les personnes concernées par la problématique de la violence conjugale et familiale.

Joëlle MILQUET (cdH)

6. Steun aan de opvang- en hulpdiensten

De opvang- en hulpdiensten zijn instellingen die momenteel door het gemeenschapsniveau worden «beheerd», maar de synergieën met de beleidslijnen die op federaal niveau worden uitgetekend, zullen moeten worden opgestart of versterkt, inzonderheid met betrekking tot financiële steun aan de veldwerkers. Momenteel ontvangen alleen programma's voor wegens misdrijf vervolgte personen, subsidies van de FOD Justitie, maar men moet deze interveniënten absoluut toestaan zich tot een ruimer publiek te richten. Bovendien worden de subsidies van de FOD Justitie toegekend volgens jaarlijkse overeenkomsten en zijn ze recent vrij aanzienlijk gedaald (gemiddeld met 5 tot 6,5%). Het is dus van primordiaal belang die verenigingen voldoende middelen toe te kennen zodat ze hun acties kunnen blijven voortzetten.

Dit voorstel van resolutie kadert in het geheel van de preventieve, administratieve en juridische maatregelen die inzake de strijd tegen huiselijk geweld reeds zijn aangenomen zowel op het federale als op het gemeenschapsniveau

Alle bevolkingsgroepen sensibiliseren tegen dit verschrikkelijke verschijnsel, dat laatste onafgebroken bestrijden en ten slotte de verenigingen ondersteunen in hun dagdagelijkse werk, dat zijn enkele van de doelstellingen die deze resolutie wil nastreven.

Dit voorstel van resolutie is meer dan een praktische opsomming van initiatieven, waarvan het wenselijk is dat ze door het Federaal Parlement worden opgezet: de resolutie vertolkt concrete engagementen die moeten worden genomen ten opzichte van alle personen die te maken hebben met huiselijk geweld.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. Vu les articles 4 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme du 10 décembre 1948;

B. vu le Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, en particulier les articles 7 et 8;

C. vu la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du 18 décembre 1979;

D. vu l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales qui interdit toute discrimination fondée notamment sur le sexe, en ce qui concerne les droits qu'elle protège;

E. vu les articles 10, 11 et 11*bis* de la Constitution;

F. vu la loi du 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple;

G. vu la loi du 30 octobre 1998 insérant un article 442 bis dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement;

H. vu la loi du 22 mars 1999 modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, permettant au juge de prescrire des peines alternatives, notamment en matière de violence conjugale et familiale;

I. vu la loi du 28 janvier 2003 visant à l'attribution du logement familial au conjoint ou au cohabitant légal victime d'actes de violence physique de son partenaire et complétant l'article 410 du Code pénal;

J. considérant qu'en 1995, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée à Pékin, a adopté une plateforme d'actions identifiant la lutte contre la violence à l'égard des femmes comme un des douze domaines où des actions stratégiques doivent être prises par les gouvernements, la société civile (ONG et partenaires sociaux) et par les organisations internationales et régionales; cette conférence s'étant déroulée à New York du 5 au 10 juin 2000;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de artikelen 4 en 5 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;

B. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, en inzonderheid de artikelen 7 en 8 daarvan;

C. gelet op het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, opgemaakt te New York op 18 december 1979;

D. gelet op artikel 14 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, dat iedere discriminatie die met name op het geslacht is gebaseerd, verbiedt in verband met de rechten die het beschermt;

E. gelet op de artikelen 10, 11 en 11*bis* van de Grondwet;

F. gelet op de wet van 24 november 1997 strekkende om het geweld tussen partners tegen te gaan;

G. gelet op de wet van 30 oktober 1998 die een artikel 442*bis* in het Strafwetboek invoegt met het oog op de strafbaarstelling van de belaging;

H. gelet op de wet van 22 maart 1999 wet tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie die een rechter in staat stelt om, inzonderheid inzake huiselijk geweld, alternatieve straffen te bevelen;

I. gelet op de wet van 28 januari 2003 tot toewijzing van de gezinswoning aan de echtgenoot of aan de wettelijk samenwonende die het slachtoffer is van fysieke gewelddaden vanwege zijn partner en tot aanvulling van artikel 410 van het Strafwetboek;

J. aangezien in 1995 de vierde VN-Wereldvrouwenconferentie die heeft plaatsgevonden in Peking, een actieplatform heeft goedgekeurd waarbij de strijd tegen op vrouwen gepleegd geweld als één van de 12 strategische actiedomeinen werd onderkend waarin de regeringen, het maatschappelijk middenveld (ngo's en sociale partners) en internationale en regionale instellingen acties moeten ondernemen; in dat raam vond in New York tussen 5 en 10 juni 2000 een conferentie plaats;

K. considérant qu'en Europe, la première cause de mort et d'invalidité des femmes âgées de 15 à 44 ans, est la violence conjugale, alors que seulement 1 cas de violence sur 20 est signalé à la police;

L. considérant que la Belgique s'est engagée à considérer comme prioritaire la lutte contre la violence domestique, contre le viol conjugal et à mettre en œuvre des actions visant à éliminer la violence à l'égard des femmes;

M. considérant que la lutte contre les violences conjugales et familiales requiert la mise en œuvre de mesures énergiques à plusieurs niveaux et la coordination de ces mesures, comme le prévoit notamment le Plan d'action national de lutte contre les violences conjugales, adopté par le gouvernement fédéral en mai 2004;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de convoquer une conférence interministérielle réunissant, pour ce qui concerne le niveau fédéral, les ministres de la Justice, de la Santé, de l'Intérieur et, pour ce qui concerne les communautés et les régions, les ministres de la Santé, de l'aide aux Familles, de la Protection de la jeunesse;

2. de mettre en œuvre et de compléter le plus rapidement possible le Plan d'action national de lutte contre les violences conjugales 2004-2007;

3. de préparer et de conclure à ces fins les accords de coopération nécessaires, notamment pour ce qui concerne la mise en place d'un Observatoire fédéral des violences conjugales et familiales.

25 novembre 2005

Joëlle MILQUET (cdH)

K. aangezien in Europa, huiselijk geweld als eerste doodsoorzaak en als oorzaak van invaliditeit geldt bij vrouwen tussen 15 en 44 jaar, terwijl slechts 1 geval van geweld op 20 aan de politie wordt gemeld;

L. overwegende dat België zich ertoe heeft verbonden de strijd tegen huiselijk geweld en tegen de verkrachting binnen het huwelijk als prioritair aan te merken alsmede acties op het getouw te zetten die erop gericht zijn geweld tegen vrouwen uit de wereld te helpen;

M. in de wetenschap dat de strijd tegen huiselijk geweld de toepassing vereist van energieke maatregelen op diverse niveaus alsmede de coördinatie van die maatregelen, zoals inzonderheid wordt bepaald in het nationaal actieplan voor de strijd tegen het geweld binnen het huwelijk, dat door de federale regering werd goedgekeurd in mei 2004;

VRAAGT DE REGERING:

1. een interministeriële conferentie bijeen te roepen waaraan op federaal vlak de ministers van Justitie, van Volksgezondheid en van Binnenlandse Zaken en wat de gemeenschappen en de gewesten betreft, de ministers van Gezondheid, Hulpverlening aan de gezinnen en Jeugdbescherming zouden deelnemen;

2. het nationaal actieplan voor de strijd tegen het geweld binnen het huwelijk 2004-2007 zo snel mogelijk toe te passen en aan te vullen;

3. daartoe de noodzakelijke samenwerkingsakkoorden voor te bereiden en te sluiten, met name wat het opzetten van een waarnemingscentrum voor huiselijk geweld betreft.

25 november 2005